



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## La question des "transferts" dans le développement agricole en Europe socialiste (URSS et autres pays de l'Est)

M Alain Pouliquen

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Pouliquen Alain. La question des "transferts" dans le développement agricole en Europe socialiste (URSS et autres pays de l'Est). In: Économie rurale. N°144, 1981. pp. 34-41;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2786>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1981\\_num\\_144\\_1\\_2786](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_144_1_2786)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

### **Abstract**

The industrial and agricultural development of USSR and (after 1945) other European socialist countries was characterized by huge transfers of wealth, first from agricultural to industry, and then in the opposite direction. This gigantic turn around can be understood only in keeping with the deep specificity (compared to the industrialized West) of the internal and external conditions, the rhythms and the mechanisms of the socio-economic development in this geo-political area. So one can explain the change from a «peasant» agricultural, collectivized in a way to function as an enormous «surplus pump» to the advantage of the «primitive industrial accumulation», to a stage when one tends to realize, socially faster than technically, the «industrialization» of agriculture on a strict meaning, i.e. the model of the «factory» in the fields. The setting up and the functioning of this model are generally costly and feed themselves, obviously, in great part, on a levying from industry.

### **Résumé**

Le développement industriel et agricole de l'URSS et (après 1945) des autres pays socialistes européens a été marqué, dans une période historique relativement courte, par de massifs transferts de richesses de l'agriculture vers l'industrie, puis dans le sens opposé. Ce gigantesque balancement ne se comprend qu'au regard de la profonde spécificité, par rapport à l'Ouest industrialisé, des conditions externes et internes, des rythmes historiques et des mécanismes du développement socio-économique dans cette zone géo-politique. Ainsi s'explique le passage d'une agriculture paysanne, d'abord collectivisée de manière à fonctionner comme une énorme «pompe à surplus» au bénéfice de «l'accumulation industrielle primitive» accélérée, à une phase où on tend à réaliser, socialement plus vite que techniquement, «l'industrialisation de l'agriculture au sens strict, c'est-à-dire le modèle de l'«usine» aux champs. La mise en place de ce modèle et son fonctionnement sont généralement fort coûteux et se nourrissent manifestement en grande partie d'un prélèvement sur l'industrie

# LA QUESTION DES « TRANSFERTS » DANS LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE EN EUROPE DE L'EST SOCIALISTE

A. POULIQUEN

INRA Economie, Montpellier

Le développement industriel et agricole de l'URSS et (après 1945) des autres pays socialistes européens a été marqué, dans une période historique relativement courte, par de massifs transferts de richesses de l'agriculture vers l'industrie, puis dans le sens opposé. Ce gigantesque balancement ne se comprend qu'au regard de la profonde spécificité, par rapport à l'Ouest industrialisé, des conditions externes et internes, des rythmes historiques et des mécanismes du développement socio-économique dans cette zone géo-politique. Ainsi s'explique le passage d'une agriculture paysanne, d'abord collectivisée de manière à fonctionner comme une énorme «pompe à surplus» au bénéfice de «l'accumulation industrielle primitive» accélérée, à une phase où on tend à réaliser, socialement plus vite que techniquement, «l'industrialisation de l'agriculture au sens strict, c'est-à-dire le modèle de l'«usine» aux champs. La mise en place de ce modèle et son fonctionnement sont généralement fort coûteux et se nourrissent manifestement en grande partie d'un prélèvement sur l'industrie

---

## THE QUESTION OF «TRANSFERS» IN THE AGRICULTURAL DEVELOPMENT IN SOCIALIST EUROPE (USSR AND OTHER EASTERN COUNTRIES)

*The industrial and agricultural development of USSR and (after 1945) other European socialist countries was characterized by huge transfers of wealth, first from agricultural to industry, and then in the opposite direction. This gigantic turn around can be understood only in keeping with the deep specificity (compared to the industrialized West) of the internal and external conditions, the rhythms and the mechanisms of the socio-economic development in this geo-political area. So one can explain the change from a «peasant» agricultural, collectivized in a way to function as an enormous «surplus pump» to the advantage of the «primitive industrial accumulation», to a stage when one tends to realize, socially faster than technically, the «industrialization» of agriculture on a strict meaning, i.e. the model of the «factory» in the fields. The setting up and the functioning of this model are generally costly and feed themselves, obviously, in great part, on a levying from industry.*

Il semble impossible d'engager une analyse et un débat sur la question des « transferts » agriculture-industrie en Europe de l'Est sans la situer par rapport à un processus historique de développement industriel et agricole, bien défini dans le temps et spécifique quant à ses « lois » même si ceci conduit au rappel de certains faits bien connus.

Evitant ainsi de nous enfermer dans l'impasse habituelle d'une confrontation idéologique et abstraite sur « l'efficacité » et le « degré de rationalité » comparés des politiques agricoles à l'Est et à l'Ouest, à un moment donné (confrontation qui n'a selon moi aucun sens, aucun intérêt du point de vue de la recherche), nous ne pourrions cependant guère dépasser ici le stade d'un canevas très simplificateur et globaliste, ni exploiter les riches enseignements des différences nationales et régionales observées. Mais les annexes fournissent des indices quantitatifs illustrant (partiellement en termes d'ordre de grandeur) les processus étudiés.

### **L'industrialisation des sociétés et des économies est-européennes : un processus tardif, accéléré et auto-centré.**

L'Europe occidentale dans sa majeure partie a été la première zone géopolitique mondiale à se transformer en société industrielle. L'essentiel de l'accumulation industrielle primitive s'est réalisée au 19<sup>e</sup> siècle. Par contre, sauf dans une zone minoritaire (essentiellement RDA et Pays Tchèque), les sociétés est-européennes n'ont réalisé ce premier essor industriel massif qu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle.

Ce décalage historique a eu et a encore des implications considérables en ce qui concerne les différences Est-Ouest dans la sphère rurale et la sphère agro-alimentaire et leurs rapports avec la société globale.

L'essor du capitalisme industriel en Europe de l'Ouest a été préparé par une longue maturation idéologico-politique. Elle a été économiquement facilitée de diverses

façons par les empires coloniaux et d'autres types de dominations économiques internationales. Et surtout elle a bénéficié d'une très large antériorité par rapport aux autres processus d'industrialisation.

Le système socialiste ne bénéficiait au départ d'à peu près aucun de ces avantages d'antériorité et de domination extérieure (1).

Tout au plus pouvait-il hériter du capitalisme, après son extension en 1945-49, un premier noyau industriel (et les «bassins» industriels tchèques et est-allemands) et tenter de profiter d'exportations de savoir-faire («know-how») de l'ouest. De plus son retard et la tension Est-Ouest, initialement extrême, lui imposaient, comme condition de simple survie (2), une industrialisation accélérée, conduite pour l'essentiel en circuit économique fermé, sans pouvoir compter sur les échanges avec le monde capitaliste développé, ni a fortiori sur son aide.

**Conséquence : le drainage initial massif d'un «surplus» paysan, base initiale nécessaire de l'accumulation industrielle primitive.**

Dans ces conditions, «l'accumulation industrielle primitive socialiste» a impliqué, d'abord en URSS de façon dure et prolongée, puis d'une manière plus courte et atténuée en Europe Centrale et Orientale, une politique de drainage massif et quasi-unilatéral de richesses surtout et secondairement d'hommes, en provenance de campagnes généralement surpeuplées et paysannes, au profit des industries de base et des villes.

Certes en Europe Occidentale l'extraction de richesses, et surtout de travailleurs, à partir des campagnes internes a joué un rôle certain dans l'accumulation industrielle, à l'origine et encore aujourd'hui. Mais ici ce n'était pas le seul, ni sans doute le principal mécanisme de l'accumulation industrielle primitive. Et surtout, bénéficiant d'une large antériorité historique, il a pu être régulé sur une longue période (et parfois même volontairement retardé comme en France) et fortement atténué par le recours massif possible à d'autres sources d'accumulation : dominations externes et plus-value du travail ouvrier à l'intérieur (3).

A cet égard, il est d'ailleurs significatif qu'à l'Ouest cette extraction de surplus ou de plus-value d'origine agricole interne ait pu s'opérer à partir des mécanismes réellement marchands de la rente foncière et de l'échange inégal, en aval mais aussi en amont. On notera que, dans les pays sous-développés, là où ces mécanismes fonctionnent actuellement, ils sont le plus souvent destructeurs de l'agriculture paysanne et de la production vivrière, sans pour autant assurer, en général, une industrialisation massive. Ce n'est pas le cas en Europe du Nord-Ouest (des nuances sont à apporter sur ce point dans le cas du Sud Européen précisément).

Au contraire dans l'Europe de l'Est, majoritairement agraire au début, l'extraction d'un surplus paysan a donc dû être d'emblée la source initiale essentielle de l'accumulation industrielle. Elle a dû être massive (surtout en URSS, base industrielle initiale du système nouveau) et quasi unilatérale pour que cette accumulation soit rapide et indépendante (priorité à l'industrie lourde), sans pour autant détruire le potentiel agricole. Les mécanismes marchands étant inopérants pour l'essentiel dans une telle situation, cette extraction a dû être centralement et fermement dirigée et a généralement impliqué la collectivisation de l'agriculture. Ce fut, surtout en URSS, l'une des fonctions économiques essentielles de la collectivisation agraire **dans cette première phase.**

1. A ceci, certains rétorquent volontiers, à propos de l'URSS : quid des immenses ressources minérales de la Sibérie, des immenses territoires non Russes d'Asie centrale ? Sans nullement nier ces atouts je ne pense pas que l'application mécanique, par simple analogie, à ces zones de domination soviétique, du schéma classique de l'extraction de richesses de type colonial ou impérialiste occidental, soit pertinente au regard des faits et des mécanismes à l'œuvre. Sans pouvoir ici approfondir ce débat, je dirai que, ici, ce n'est nullement une quelconque «vertu internationaliste» de l'URSS qui est en cause, mais l'inaptitude du système soviétique, en tant que tel, à mettre en œuvre du moins à grande échelle et de manière efficace, ces mécanismes d'extraction bien spécifiques du capitalisme développé. L'extension de la domination du système soviétique est passée jusqu'à présent (et surtout dans la période d'accumulation primitive), et pour l'essentiel

En URSS cette politique a pris une forme particulièrement dure et prolongée (entre autres par la deuxième guerre mondiale), entre 1930 et 1953. Puis elle a été progressivement atténuée, jusqu'aux années 60. Ailleurs en Europe de l'Est elle a pu et dû être beaucoup plus courte (grosso modo, entre les années 45-50 et 1957) et prendre d'emblée une forme moins brutale pour plusieurs raisons :

- le système, pour sa survie, pouvait s'appuyer d'emblée sur la base industrielle soviétique préexistante, et sur les noyaux industriels nouvellement hérités du capitalisme (essentiellement en RDA et en Bohême),

- la politique agricole de type stalinien s'est assez vite heurtée ici, dans plusieurs pays, à une forte capacité de résistance paysanne (sous diverses formes), se traduisant par de graves problèmes de ravitaillement des villes qui ont provoqué, à leur tour, de violentes réactions ouvrières, politiquement très dangereuses pour ce système.

**Les années 60 : une phase de transition : la fin du «drainage unilatéral» et la préparation de l'industrialisation agraire.**

Les années 60 sont une phase de transition dans laquelle, et surtout à partir de 1965, l'industrie est assez forte pour commencer à fournir l'agriculture en moyens de production, et pratiquer avec elle un échange équilibré. Les revenus agricoles distribués ou investis peuvent alors s'élever et se monétariser et la direction des unités agricoles s'assouplir et se déconcentrer. L'emploi des stimulants économiques et de la planification «contractuelle» devient alors possible, en agriculture comme dans l'industrie. En même temps, la diminution de la force de travail agricole, jointe à une pression accrue des besoins alimentaires quantitatifs et qualitatifs en ville (4), impose un début vigoureux de mécanisation agricole. Celle-ci reste pourtant lacunaire et on la qualifie de «mécanisation simple». L'agriculture paysanne des lopins doit continuer à jouer un rôle d'appoint nécessaire, décroissant en proportion mais encore important, et l'agriculture collective elle-même reste encore souvent semi-«paysanne» sur le plan technique.

Donc malgré le considérable effort d'investissement et des progrès très rapides dans les années 60, la période antérieure de drainage unilatéral dirigiste a maintenu ou aggravé le retard technique agricole par rapport à l'agriculture de l'Europe du Nord-Ouest, en matière de mécanique, de génétique et d'agro-chimie.

L'agriculture de l'Europe du Nord-Ouest qui d'ailleurs dès 1945 était souvent relativement avancée en moyenne, n'a pas eu à supporter à cette époque le poids principal d'une accumulation industrielle primitive déjà réalisée. Elle a au contraire bénéficié, dès les années 50, d'un afflux important de moyens industriels.

**Les années 70 : un bond en avant nécessaire, dans une mutation «industrialiste» radicale de l'agriculture en matière socio-organisationnelle et technique.**

Les années 70-71 sont le point de départ d'un tournant décisif en matière de structures du secteur agro-alimentaire à l'Est.

La poursuite d'un monde de croissance industriel «extensif» tend alors à se heurter de plus en plus à un épuisement général des réserves de main-d'œuvre sous-employée (femmes, paysans). Un «marché» du travail salarié, relativement tendu, commence d'ailleurs à se for-

et par d'autres lois et mécanismes, idéologiques, socio-politiques et économiques. Ceci n'a d'ailleurs rien à voir avec un débat sur les aspects «positifs» ou «négatifs» de l'action internationale de l'URSS.

2. Ce qu'a illustré, pour l'URSS, la deuxième guerre mondiale.

3. Bien entendu cette dernière a pris également une importance relative croissante au fur et à mesure de l'industrialisation. Mais au départ c'est (en URSS) la paysannerie qui a payé le tribut principal du fait du caractère autocentré et très accéléré du processus.

4. Dont la satisfaction devient alors clairement perçue par les dirigeants comme une stricte condition de la poursuite de la croissance.

mer un peu partout, qui met en concurrence directe l'agriculture et l'industrie, situation pratiquement inédite dans l'histoire agraire mondiale :

Pour assurer le renouvellement de la force de travail agricole, il devient de plus en plus impératif d'aligner ses conditions de travail, de vie et de rémunération sur celles de la ville et de l'industrie, c'est-à-dire sur celles du salariat étatique : régularité, caractère non astreignant et non pénible du travail, salaires, congés, week-ends et retraites garantis, etc. Il s'agit d'une véritable mutation sociale pratiquement inédite à l'Ouest, sous cette forme (5). En même temps elle correspond à un objectif proclamé du système socialiste et, à certains égards (6), constitue un progrès incontestable par rapport à **certains aspects** maintenus du travail agricole familial dans une partie de l'Europe de l'Ouest. Elle est d'autant plus impérative que la nouvelle génération de jeunes agriculteurs refuse désormais les anciennes contraintes du travail de type « paysan », et que les besoins intérieurs et pour l'exportation, d'un accroissement de production agro-alimentaire sont toujours plus pressants.

La combinaison de ces nouvelles exigences sociales et productives en agriculture impose alors très vite une nouvelle mutation socio-organisationnelles et technologique qui est au moins aussi radicale que la collectivisation : mécanisation complexe, brusque concentration technique de la production en énormes unités hautement spécialisées, mécanisées et « chimisées », nouveaux liens de coordination, intégration horizontale et verticale à grande échelle entre ces unités. Tous ces thèmes deviennent des « leitmotivs » à l'Est surtout après 1970 et commencent à se concrétiser de façon spectaculaire sur le terrain, mais avec une vitesse inégale suivant les pays et les régions, et parfois d'une façon biaisée (cf. infra).

D'un point de vue socio-technique, ce qui **en tendance** (7) se met en place, est alors une véritable forme « industrielle » du travail agricole au sens qu'ont donné Ricardo et Marx à cette notion : c'est l'usine aux champs ou à l'étable, caractérisée par la mécanisation « complexe » et la parcellisation du travail de base. Il ne s'agit plus simplement de l'industrialisation au sens de simple injection accrue d'inputs industriels qui caractérisait déjà les années 60. C'est là un modèle qui, au moins en tendance (cf. infra), est profondément différent de celui de l'agriculture occidentale.

En effet, si avancée que soit celle-ci (elle le reste encore globalement dans le Nord-Ouest, par rapport à l'Europe de l'Est) dans la mécanisation, la chimisation et productivité par hectare et par travailleur, elle continue pour l'essentiel,

même quand elle est « spécialisée », à s'appuyer sur un processus de travail élémentaire de type « artisanal », c'est-à-dire sans parcellisation des tâches et avec un contrôle direct par un ou deux travailleurs de base d'un processus très complexe de production. Et on n'y observe pas de tendance à l'industrialisation au sens strict.

Mais en agriculture, plus qu'en industrie, une telle mutation est, dans la plupart des cas, extrêmement exigeante en moyens industriels et coûteuse : aussi en pratique, la mutation **organisationnelle** tend souvent à aller plus vite que la mutation technique qui devrait lui correspondre, et, dans d'autres cas, cette dernière freine la première. Autrement dit le travail tend à « s'étatiser » et à « s'industrialiser » **socialement plus vite et plus largement qu'il ne peut s'industrialiser techniquement**. Pourquoi ? Pour deux raisons :

- parce que, en agriculture plus qu'ailleurs, une véritable industrialisation technique (au sens strict) est particulièrement exigeante en moyens industriels et en technologie « fines »,

- parce que dans les années 70 l'industrie des moyens de production agricole, si prioritaire soit-elle désormais, n'arrive que très insuffisamment à répondre à ces besoins, quantitativement et qualitativement. Ce deuxième point s'explique lui-même de plusieurs manières :

1. Le niveau moyen absolu d'industrialisation des économies de l'Est reste encore, malgré les progrès rapides, assez sensiblement inférieur à celui des pays industrialisés européens du Nord-Ouest. Le poids sur l'ensemble de l'économie d'une industrialisation agricole accélérée, partant d'une situation techniquement retardée aussi en agriculture, y est donc sensiblement plus considérable qu'à l'Ouest. (cf. infra). Ce poids élevé contribue d'ailleurs certainement (en URSS surtout), d'une façon sensible, au ralentissement général de la croissance observée dans les années 70, et surtout depuis 75. D'où un effet de freinage, en retour, de l'industrialisation technique de l'agriculture.

2. Ce ralentissement général de la croissance économique à l'Est est lui-même, provoqué, de manière plus générale, par la rencontre des limites d'un modèle d'industrialisation « extensive » : épuisement des réserves de main d'œuvre sous-occupée ; difficultés du système de produire et appliquer largement, par ses propres forces, des technologies et formes d'organisation susceptibles de surmonter cet obstacle, en passant à une croissance de type « intensif », c'est-à-dire non gaspilleuse de force de travail et de capital matériel.

## UNE MUTATION AGRICOLE COUTEUSE

Mais alors le fait que la mutation **socio-organisationnelle** de l'agriculture soit insuffisamment accompagnée de l'industrialisation technique contribue à provoquer une hausse rapide des coûts de production agricoles... Ceci en dépit des rapides progrès de production globale (surtout jusqu'en 75) et de certains progrès incontestables, mais non généralisés, de productivité **horaire** du travail.

Ces progrès sont souvent en bonne part compensés sinon dépassés par l'augmentation du coût monétaire de l'heure de travail, qui s'explique elle-même par l'impératif croissant de parité des revenus et surtout des conditions de travail (horaire, congés payés, degré de pénibilité, etc...) et des conditions sociales générales, avec l'industrie étatique. Or, les caractéristiques mêmes de la production agricole, surtout quand elle devient très spécialisée et reste insuffisamment mécanisée, se prêtent mal à cette homogé-

nisation de conditions de travail (irrégularité et saisonnalité des cycles biologiques notamment). Le fait de devoir la réaliser à tout prix, pour assurer le renouvellement et le rajeunissement de la force de travail, conduit souvent à une hausse du coût horaire de l'heure **réellement** travaillée, au maintien d'un sous-emploi caché (donc d'un emploi agricole élevé). Lorsque le potentiel industriel le permet (surtout RDA et Tchécoslovaquie) et lorsque la pénurie élevée de force de travail l'impose, ceci conduit aussi à consentir des coûts d'équipement et de mécanisation extrêmement élevés qui font plus que compenser les gains de productivité du travail, parce qu'ils concernent des productions dont l'industrialisation technique est coûteuse et difficile (le lait par exemple). Dans d'autres cas, faute de pouvoir techniquement industrialiser les conditions de travail, il faut accepter la compensation de sur-salaires (cas des bergers notamment, mais aussi, de plus en plus, des vachers).

5. Le salariat agricole dans les pays capitalistes développés y est une forme minoritaire, et généralement peu comparable (très petits collectifs de travailleurs permanents étroitement associés à leur « patron » dans le travail, peu spécialisés dans leurs tâches, complétés par des saisonniers non qualifiés).

6. Mais d'un autre côté elle tend à prolétarianiser le travail agricole de base qui devient parcellisé, déqualifié, monotone, étroitement hiérarchisé.

7. Avec, bien entendu, un succès variable et partiel dans la concrétisation de cette tendance (cf. infra).

Le résultat global de ces mécanismes coûteux, de «dépaysannisation» du travail agricole, est une tendance générale à la hausse des coûts de production agricoles, que l'emploi très accru d'équipements et d'inputs industriels et la loi des rendements décroissants n'expliquent que partiellement : les revenus nets des travailleurs agricoles eux-mêmes croissent plus vite, dans l'ensemble, que l'accroissement de la productivité physique du travail agricole, dans les années 70.

Tout un ensemble d'indices quantitatifs tendent à confirmer cette analyse (8) :

- les études de coûts unitaires de production lorsqu'elles existent,
- le pourcentage des investissements totaux consacrés à l'agriculture reste très élevé (entre 12 et 20 % en Europe Orientale, 27 % en URSS) comparativement à l'Europe de l'Ouest (de l'ordre de 3 à 4 % dans le Nord-Ouest, autour de 7 % dans le Sud).

Les différences Est-Ouest de définition de ce critère, ni le retard d'industrialisation ne suffisent à expliquer cette différence. Certes le retard d'équipement de l'agriculture hérité de la période d'accumulation primitive, et la nécessaire priorité agricole qui a suivi, contribuent à l'explication, mais elles ne suffisent pas (9). D'autant moins que ces taux élevés ne diminuent guère ou s'accroissent même parfois dans les années 70, en dépit de la poursuite de la croissance industrielle : l'évolution a été inverse à l'Ouest,

- la même constatation vaut pour la part du revenu national qui revient à l'agriculture sous forme de revenus distribués et d'accumulation. Sans parler du cas spécial de l'URSS, cette part, continue à être à des niveaux doubles ou triples des niveaux de l'Ouest Européen. Attribuer ces disproportions au retard industriel moyen, serait aussi insuffisant. Les attribuer à une productivité physique exceptionnelle serait également inexact (10).

En fait ce qui est en cause c'est à la fois une évolution vers la parité agriculture-industrie des revenus individuels, et le fait que la mutation sociale des agricultures est-européenne est telle que la mécanisation ne parvient pas à dégager au profit de l'industrie beaucoup de travailleurs agricoles permanents. **Pour un niveau donné de mécanisation, il faut très sensiblement plus d'agriculteurs (11) permanents par unité produite à l'Est qu'à l'Ouest.** D'ailleurs relativement au niveau de mécanisation atteint, les pourcentages d'actifs agricoles restent élevés dans l'ensemble. De plus le taux de diminution du nombre («exode» agricole net) de ces actifs a été globalement faible dans les années 70, relativement à l'Ouest, et il semble se ralentir actuellement (comme à l'Ouest mais à un niveau d'emploi agricole beaucoup plus élevé),

- Ceci est confirmé de façon assez nette par l'évolution du «ciseau des prix» en amont et en aval de l'agriculture (12) : certes il n'était pas surprenant que le ciseau s'ouvre assez vite dans les années 50 et 60, ceci traduisant la fin de «l'accumulation primitive» d'origine agricole. Mais on aurait pu s'attendre, par analogie avec l'Ouest que, une fois la «parité» de revenus individuels à peu près atteinte et l'équipement de base agricole réalisé, la poursuite de la

modernisation permettrait, par des gains de productivité physique du travail, de «refermer les ciseaux» comme cela s'est passé à l'Ouest dans les années 70 (et déjà dans la majeure partie des années 60). En fait, au contraire il a fallu à l'Est depuis 1970 relever de plus en plus rapidement les prix agricoles de production et souvent subventionner assez largement l'achat des moyens de production (13).

Le premier de ces mouvements a d'ailleurs provoqué un important et parfois énorme gonflement des subventions en aval (industrie et commerce alimentaires), faute de pouvoir être répercuté intégralement sur les prix de détail. Mais même ceux-ci doivent aujourd'hui être relevés plus vite que le niveau moyen des prix, dans les pays où l'on a enfin décidé de s'orienter vers une plus grande «vérité des prix».

Tout ceci a correspondu à certains égards à un progrès social significatif pour les agriculteurs est-européens (14), en même temps qu'à un essor remarquable de la production agricole, surtout en 75. Mais en même temps se pose en des termes nouveaux (cf. infra) le problème de la «compétitivité» des exportations agro-alimentaires est-européennes sur les marchés mondiaux.

Bien entendu toute l'analyse «historique» qui précède est ici fatalement trop globaliste et simplificatrice. Elle traite de tendances globales et des forces qui les déterminent. Mais les formes et rythmes de ces tendances sont très diversifiées suivant les pays, ce qui s'explique chaque fois par un faisceau de conditions nationales spécifiques et en particulier par le niveau initial d'industrialisation. Il n'est pas possible ici de développer l'analyse de ces variantes nationales. Mais il y aurait beaucoup à dire sur chacune d'entre elles et en particulier sur les plus «déviantes», notamment la Pologne et la Roumanie. A notre avis ce dernier cas n'échappe d'ailleurs pas aux mécanismes généraux exposés, même si ceux-ci s'y développent d'une façon chronologiquement différente.

S'agissant du cas polonais il n'est pas question de reproduire ici une analyse publiée par ailleurs (15). La spécificité profonde du problème agricole polonais, à savoir la présence massive d'un secteur agricole privé, n'est certes pas en voie de résorption rapide. Mais ce qui nous importe ici est de constater que le mécanisme à l'œuvre, de coexistence de ce secteur avec une économie et un Etat socialistes n'a nullement permis à ceux-ci, dans les années 70, d'échapper aux difficultés et coûts élevés de la modernisation agricole relevés ailleurs, bien au contraire même : le «ciseau des prix» en amont et en aval de l'agriculture s'est considérablement ouvert, traduisant un gonflement très important des coûts totaux (16), cependant que la part des investissements et celle de la **force de travail** accaparées par l'agriculture restent à un niveau très élevé, avec des résultats finaux très décevants, surtout depuis 1974 : stagnation puis récession de la production depuis cette date, énorme gonflement des importations de céréales fourragères. Bien entendu l'analyse de ce phénomène diffère ici assez profondément de celle qui précède à propos des pays à agriculture intégralement socialisée, sauf pour ce qui concerne l'important secteur de fermes d'Etat (25 % de la terre agricole utilisée). Mais certains déterminants essentiels sont les mêmes, notamment la tendance à la pénurie générale de main-d'œuvre jeune et qualifiée.

8. Cf les annexes.

9. On peut d'ailleurs le vérifier partiellement en comparant ce critère dans les deux systèmes (URSS exclus), à niveau égal de développement industriel et mécanisation agricole.

Bien entendu dans le cas soviétique les conditions naturelles contribuent en bonne part à l'explication, sans non plus suffire.

10. Ceci n'est d'ailleurs pas simplement dû au modèle social «industrialiste» appliqué à l'agriculture collectivisée, mais renvoie plus fondamentalement au simple fait qu'il s'agit d'une agriculture à base de grands collectifs de salariés permanents. L'industrialisation «sociale» ne fait qu'aggraver le problème, surtout quand elle est comme c'est le cas, insuffisamment suivie d'une industrialisation technique.

11. Avec une nuance à cet égard dans les cas bulgare et hongrois, pays assez largement agro-exportateurs nets.

12. Bien entendu il faut raisonner ici sur les prix moyens de production abaissés par les subventions en amont, et non pas à la sortie des usines.

13. S'y ajoutent enfin d'importantes subventions directes aux entreprises agricoles.

14. Au taux de la prolétarianisation du travail de base.

15. Voir notre article «Crise de la politique agricole polonaise» dans un numéro très récent d'Economie Rurale (n° 139).

16. Coûts de production agricole au sens strict, ou, plus largement, dans le cas des termes familiales, de «reproduction» de l'ensemble de celles-ci.

## Conclusions

Dès lors nous pouvons conclure par les points suivants :

1. L'agriculture à l'Est est aujourd'hui un secteur qui absorbe généralement une part encore importante de la force de travail, du revenu et surtout des ressources d'investissement nationaux, cette dernière part tendant même à stagner, et parfois même à croître.

2. La modernisation agricole s'y effectue souvent à coûts unitaires totaux croissants des produits agricoles (ce qui ne signifie d'ailleurs pas en soi qu'elle soit irrationnelle, absurde).

3. Les revenus du travail agricole croissent généralement plus vite que la productivité physique de ce travail...

Autrement dit une part notable des revenus provenant des gains de productivité est désormais régulièrement absorbée par l'agriculture. Allant plus loin, bien que ceci pose des problèmes théoriques fondamentaux, et de mesure, mal résolus, il semble de moins en moins aventureux de soutenir que, après avoir manifestement contribué à nourrir l'accumulation industrielle, l'agriculture s'en nourrit désormais partiellement et la freine en retour (17).

### Pourquoi ?

Certes il faut faire la part, dans le cas de l'URSS, de l'explication par des conditions naturelles très ingrates conduisant à la rencontre précoce de rendements décroissants de l'injection de ressources productives, et de toutes façons à des coûts élevés.

Mais, comme on l'a vu ci-dessus, une part essentielle de l'explication se situe dans les spécificités de l'histoire et des lois du développement industriel global en Europe de l'Est socialiste et de leurs implications agraires.

Les pays concernés subissent de plein fouet depuis peu de temps (1965 surtout), la nécessité d'une modernisation agricole extrêmement rapide devant prendre, circonstance aggravante, la forme coûteuse d'une « industrialisation de l'agriculture », et tout ceci dans une **période très courte** se situant à un stade encore modeste de leur développement industriel.

Par comparaison l'Europe du Nord-Ouest peut généralement étaler cette modernisation (18) sur une période bien plus longue (plus d'un demi-siècle au Nord, 30 à 40 ans en France), s'appuyer sur une accumulation industrielle préalable bien plus avancée, qui n'a pas impliqué ce véritable écrasement de la paysannerie qu'a été la politique stalinienne de drainage des campagnes en URSS.

Au contraire à l'Est le bond en avant à opérer dans la modernisation, de l'agriculture et des campagnes est d'autant plus brutal et coûteux que, non seulement il est tardif, mais surtout il suit cette phase stalinienne dont le passif, surtout en URSS, est considérable :

1. Décomposition prématurée de structures sociales villageoises et de certains héritages culturels et psychosociologiques « paysans » dont une meilleure récupération partielle ultérieure (accompagnée de leur transformation progressive) eût été très précieuse pour une modernisation économe et non heurtée. En témoignent non seulement l'expérience occidentale mais aussi tout autant (et d'une manière plus démonstrative) celle de certains pays de l'Est (et des nouveaux territoires soviétiques acquis en 1945) où cette rupture historique a été beaucoup moins grave et plus « négociée », au point d'avoir permis partiellement et transitoirement cette récupération sous des formes diverses.

17. Bien entendu à des degrés différents suivant les pays.

18. Dans sa phase la plus active de « dépayssannisation » (pénétration massive des moyens industriels, spécialisation, mécanisation).

19. Cette forme même, dans ses aspects sociaux, écarte la possibilité d'une économie importante de main-d'œuvre en agriculture, alors que, avant même qu'elle ne se développe, l'agriculture collectivisée, du seul fait qu'elle s'appuie sur de grands collectifs salariés permanents, ne pouvait être déjà que très exigeante en main-d'œuvre, par rapport à l'agriculture familiale de type occidental.

2. D'un point de vue strictement matériel, il faut aussi mentionner, surtout pour l'URSS, le très mauvais état de l'infrastructure rurale héritée du stalinisme (tout particulièrement pour ce qui concerne le réseau routier, qui est encore en Russie un handicap considérable, et les bâtiments).

Mais pourquoi fallait-il aller aussi vite ? Ne pouvait-on pas étaler la modernisation agricole sur une période plus longue et mieux la proportionner aux progrès industriels ? Ce n'était pas possible pour les raisons, déjà évoquées plus haut :

1. Dès la fin des années 50, et ceci n'a fait que s'amplifier ensuite, la pression intérieure pour un alignement du niveau de vie alimentaire sur le modèle occidental devient impératif. La satisfaction de cette demande devient une stricte condition de la poursuite de l'essor industriel et du maintien d'un minimum de « consensus » social. Cette pression est, en outre, renforcée par le fait que le gonflement considérable du pouvoir d'achat distribué consécutivement à l'essor industriel et urbain, est très insuffisamment absorbé par les biens de consommation « chers » concurrents (logements, voitures, appareils ménagers). Ceci a un rapport évident avec le caractère « lourd » et « extensif » de l'industrialisation à l'œuvre : beaucoup d'investissements et de dépenses productives (donc de salaires) en « amont » du système productif relativement aux résultats finaux obtenus au niveau des biens de consommation. S'y ajoute l'effet d'une politique de prix alimentaires de détail artificiellement abaissés à grand renfort de subventions (sur ce point des corrections partielles apparaissent à la fin des années 70 dans certains pays).

2. Le recours à l'importation agro-alimentaire en provenance des pays capitalistes n'est pas non plus en général une solution très ouverte, les rares devises fortes disponibles devant être prioritairement réservées à l'importation de technologies et équipements avancés, désormais indispensables pour passer à une croissance plus « intensive », c'est-à-dire moins gaspilleuse de la main-d'œuvre disponible, désormais rare. D'où des efforts permanents des pays agro-importateurs nets vers l'autosuffisance alimentaire, et des agro-exportateurs nets (Hongrie, Bulgarie, Roumanie) vers le maintien et la croissance de leurs exportations agro-alimentaires.

3. Enfin, nous en avons déjà fait état, l'émergence d'une situation générale de tension sur le marché du travail, affectant désormais l'agriculture, radicalise la nécessité d'une modernisation sociale donc technique de celle-ci, et tend, circonstance aggravante, à lui imposer la forme d'une « industrialisation agraire » (19).

Mais sur ce point, comme pour ce qui concerne le caractère même de l'industrialisation globale (structurellement gaspilleuse de main-d'œuvre et de capital, et inflationniste), les spécificités « systémiques » des sociétés socialistes pèsent d'un poids assez lourd, en écartant d'emblée d'autres réponses socio-organisationnelles aux problèmes économiques rencontrés. De telles réponses sont imaginables dans l'abstrait, mais en pratique « irrationnelles » au sens où elles sont contraires à la rationalité sociale de reproduction du système. Au contraire celles qui sont apportées, notamment dans le domaine agricole, sont pour l'essentiel et **au moins à court terme** « rationnelles » au sens où elles sont cohérentes avec tout un ensemble de structures fondamentales du système (20), si étranges peuvent-

20. Mais cette question reste très ouverte dans la Pologne d'aujourd'hui, qui n'a toujours pas prouvé l'aptitude du système socialiste à réussir une politique de modernisation agricole massive d'un véritable secteur agricole privé, avec lequel pourtant il semble économiquement condamné à coexister encore durablement.

D'autre part, on observe que, depuis 1977, souffle un nouveau vent de réformisme économique dans les agricultures collectivisées, dans le sens d'une certaine déconcentration du financement et de la gestion des entreprises et des collectifs de travail de base, et d'une certaine relance d'aspects « paysans » dans le travail (lopins individuels, petits collectifs de travail sans ordre et sans normes, etc.) Cf notre article du « Monde » (9, 10 et 11 avril 1981).

elles apparaissent aux yeux de certains économistes ruraux occidentaux. Bien entendu ceci n'exclut pas qu'elles soient très améliorables dans beaucoup de cas sans remise en question fondamentale (comme le montrent certains exemples nationaux ou locaux dans la zone), ni qu'elles soient génératrices potentielles de sérieuses difficultés économiques, globales à moyen terme.

Le coût élevé de l'industrialisation agricole et de la diffi-

cile bataille pour l'autosuffisance alimentaire pèse lourd dans le ralentissement très marqué depuis 1975-76, de la croissance économique globale à l'Est. En retour ce ralentissement global n'est certainement pas pour rien, combiné avec les difficultés inhérentes à la voie de modernisation suivie, dans la tendance globale à la stagnation de la production agricole que l'on observe à l'Est depuis 1975-76.

## ANNEXES

Tableau 1. — Evolution de la production agricole brute (production animale + production végétale) en volume (1970 = 100) (1)

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979 (2)	1980 (2)
Bulgarie	72	84	100	116	120	115	120	127	142
Hongrie	82	87	100	126	122	135	137	137	142
RDA	88	92	100	114	109	116	118	121	120
Pologne	80	91	100	120	116	118	123	121	109
Roumanie	81	91	100	137	160	159	163	172	163
Tchécoslovaquie	81	79	100	114	111	121	124	119	126
URSS	72	82	100	103	109	114	117	112	107

Tableau 2. — Part du Revenu National (apparaissant au prix courants comme) produit par l'agriculture (pourcentage du total) (1) (3)

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979
Bulgarie	32,3	33,6	22,8	22,1	21,4	18,4	18,4	19,5
Hongrie	30,8	24,2	21,7	17,9	16,1	17,3	16,2	15,1
RDA	18,0	15,6	12,9	11,1	9,5	10,1	9,4	9,5
Pologne	25,8	22,5	17,3	14,8	15,4	15,6	15,2	15,7
Roumanie	34,9	28,3	19,1	16,6	19,0	16,9	15,9	15,5
Tchécoslovaquie	15,2	12,5	10,5	8,7	7,7	9,1	8,5	7,3
URSS	20,7	22,7	22,0	17,1	17,4	17,8	17,5	16,3

Source :

1. Annuaire Statistique des pays membres du CAEM-1979 ; Moscou.

2. Autres sources d'origine est-européenne officielle.

3. Il s'agit de la part du revenu national apparaissant, aux prix courants, comme produite (c'est-à-dire en fait absorbée) par l'agriculture. La grandeur mesurée est une production matérielle nette, c'est-à-dire une «valeur ajoutée au prix des produits» suivant le concept français. La prise en compte des subventions aux entreprises agricoles ferait apparaître des parts absorbées par l'agriculture sensiblement plus élevées (de l'ordre de 20 % en moyenne, comme l'ont montré les calculs méticuleux des chercheurs américains du Joint Economic Committee. Ces parts recalculées peuvent alors être comparées à celles calculées par la CEE à 9 pour ses pays membres (de 2 à 8 % ; moyenne CEE : 4,1 % en 1978 ; en diminution régulière).

**Tableau 3. — Indices de volume du revenu national produit par l'agriculture (chiffre du haut) et par l'économie nationale (chiffre du bas) (1970 = 100) (1) (2)**

	1960	1969	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980 (3)
Bulgarie	95 48	105 66	100 100	109 146	110 155	95 165	96 174	105 186	↘
Hongrie	57 59	95 72	100 100	113 137	105 141	117 153	119 160	114 163	?
RDA	90 65	94 77	100 100	111 130	98 135	110 142	109 147	112 152	↘
Pologne		103 75	100 100	105 159	106 170	105 179	115 184	107 180	↘
Roumanie	102 44	103 69	100 100	130 171	160 188	154 204	159 220	162 233	↘
Tchécoslovaquie	98 65	73 71	100 100	108 131	100 136	115 142	109 148	164 152	?
URSS	100 50	106 69	118 100	112 <sup>4</sup> 131 <sup>4</sup>	113 <sup>5</sup> 136 <sup>5</sup>	115 <sup>6</sup> 142 <sup>6</sup>	117 <sup>7</sup> 148 <sup>7</sup>	118 <sup>8</sup> 152 <sup>8</sup>	↘

1. Source : Annuaire Statistique des pays membres du CAEM ; Moscou 1979.

2. Il s'agit toujours de la «production matérielle nette», soit une valeur ajoutée nette aux prix des produits, dont l'évolution est mesurée en volume, c'est-à-dire à prix constants. Classiquement pour des agricultures modernes, la croissance **en volume des inputs matériels** tend à compenser la croissance de l'output final.

3. Sens de variation probable compte tenu des résultats productifs obtenus.

4. Niveau moyen des années 71-75 en pourcentage du niveau moyen des années 56-60

5. Niveau moyen des années 71-76 en pourcentage du niveau moyen des années 55-60

6. Niveau moyen des années 71-77 en pourcentage du niveau moyen des années 54-60

7. Niveau moyen des années 71-78 en pourcentage du niveau moyen des années 53-60

8. Niveau moyen des années 71-79 en pourcentage du niveau moyen des années 52-60

**Tableau 4. — Pourcentages des fonds productifs de base de l'agriculture dans les fonds de base de l'agriculture nationale (1) (2)**

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979
Bulgarie	13,0	14,1	13,2	12,4	12,4	11,9	11,6	11,3
Hongrie	7,7	8,1	10,5	11,9	12,0	11,9	11,9	11,9
RDA	6,1	7,1	7,9	8,1	8,1	8,1	8,2	8,3
Pologne	17,9	17,0	16,5	15,9	15,9	15,8	15,9	15,9
Roumanie	14,9	13,5	12,6	11,4	11,2	11,3	11,1	10,9
Tchécoslovaquie	7,0	7,6	7,9	8,2	8,3	8,4	8,5	8,6
URSS	13,8	12,8	12,3	13,3	13,4	13,5	13,7	13,6

Tableau 5. — Pourcentages de l'investissement agricole dans l'investissement productif total (1)

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979
Bulgarie	40,3	25,6	20,7	19,8	19,8	18,9	17,0	17,1
Hongrie	19,7	20,6	27,3	22,1	20,1	21,2	21,7	21,6
RDA	15,3	15,9	15,9	13,3	13,9	13,5	12,9	12,4
Pologne	18,9	22,2	21,8	16,8	17,3	22,4	22,6	25,0
Roumanie	25,9	22,4	19,7	16,1	16,6	17,3	16,4	15,6
Tchécoslovaquie	23,0	18,6	15,2	17,2	16,2	16,4	17,0	15,2
URSS	24,2	21,4	19,9	28,2	20,7	27,8	26,9	27,2

1. Source : Annuaire Statistique du CAEM (opus cit.)

2. Il s'agit de la part du capital (en termes de stocks) engagée productivement dans l'agriculture, par rapport au capital total (productif et non productif) de l'économie nationale.

Tableau 6. — Pourcentages de l'emploi agricole dans l'emploi total (1)

	1960	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979
Bulgarie	55,5	45,5	35,8	28,2	26,8	25,9	25,2	24,9
Hongrie	38,9	29,7	26,4	22,6	22,2	21,9	21,7	21,8
RDA	17,2	15,2	13,0	11,1	10,8	10,7	10,6	10,5
Pologne	44,1	39,4	34,6	30,8	30,7	28,2	27,6	26,9
Roumanie	65,6	56,7	49,3	38,1	35,9	34,7	32,8	31,1
Tchécoslovaquie	25,9	21,3	18,6	15,6	15,3	14,9	14,5	14,3
URSS	38,8	31,1	25,4	22,8	21,7	21,2	20,9	20,6

Source : Annuaire Statistique du CAEM (op. cit.)

Les évolutions constatées dans ces tableaux confirment d'autres données (en nombres absolus d'emplois agricoles), qui révèlent un très fort ralentissement de l'exode agricole net partout. Roumanie et Bulgarie mises à part, où le taux de diminution de l'emploi agricole diminue aussi très vite depuis 1975, ce taux est déjà partout ailleurs à un niveau situé entre 0 et 2 % et on tend à la stagnation de l'emploi agricole. Cette stagnation semble très prématurée :

— au regard des parts dans l'emploi total et des nombres d'actifs agricoles par hectare agricole comme par unité produite, toutes données qui sont entre deux et trois fois supérieures à celles de la CEE à 9 (sauf pour ce qui concerne la densité d'actifs par hectare en URSS ; mais ce ne sont pas là des hectares de même valeur, loin s'en faut),

— au regard des techniques employées (surtout dans le cas de l'Europe de l'Est non soviétique) et des investissements agricoles (sensiblement supérieurs par habitant à ceux de la CEE à 9).